



**PRÉFET  
DU BAS-RHIN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la coordination des politiques  
publiques et de l'appui territorial  
Bureau de l'environnement et de l'utilité publique**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL du 22 DEC. 2020**

**mettant en demeure la société GRAVIDAL SA  
située à Beinheim, de respecter  
des prescriptions relatives à la constitution de garanties financières**

**LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION GRAND EST  
PRÉFÈTE DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST  
PRÉFÈTE DU BAS-RHIN**

- VU le Code de l'environnement et notamment son article L.171-8 ;
- VU l'arrêté préfectoral du 10 mars 2004 autorisant la société à exploiter une gravière sur la commune de Beinheim ;
- VU le rapport du 9 novembre 2020 de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Grand Est, chargée de l'inspection des installations classées ;
- CONSIDÉRANT que l'absence de garanties financières prévues par l'arrêté préfectoral du 10 mars 2004 pour la quatrième phase d'exploitation est conditionnée à la fin du remblaiement de la zone écologique en partie sud du plan d'eau et à la finalisation de la remise en état, prévues pour la fin de la troisième phase quinquennale d'exploitation (2014-2019) ;
- CONSIDÉRANT que la visite du 27 août 2020 a mis en évidence que le phasage de remblaiement de cette zone écologique n'est pas respecté et que les travaux de remblaiement ne sont pas achevés ; qu'en conséquence la remise en état n'est pas achevée telle que prévue ;
- CONSIDÉRANT que cette situation n'a pas été subordonnée à la constitution de nouvelles garanties financières, contrairement à ce que prescrit l'article 31.2 de l'arrêté préfectoral du 10 mars 2004 ;
- CONSIDÉRANT *les dispositions de l'article L.171-8 du Code de l'environnement : « Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. » ;*
- SUR proposition de la Secrétaire Générale par intérim de la Préfecture du Bas-Rhin ;

## ARRÊTE

### Article 1

La société GRAVIDAL SA dont les installations sont sises à Beinheim (67 930) est mise en demeure de respecter, dans le délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions de l'article 31.2 de l'arrêté préfectoral du 10 mars 2004 susvisé, reprises ci-après :

#### **Article 31.2 de l'arrêté préfectoral du 10 mars 2004.**

*« Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une augmentation du montant des garanties financières doit être subordonnée à la constitution de nouvelles garanties financières. »*

### Article 2

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de cette mise en demeure, il peut être, indépendamment des sanctions pénales encourues, fait application des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du Code de l'environnement.

### Article 3

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de Strasbourg par voie postale (31, avenue de la paix, 67 000 STRASBOURG) ou sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant et commence à courir à partir du jour de la notification du présent arrêté.

### Article 4

Le Sous-Préfet de l'arrondissement de Haguenau-Wissembourg, la Secrétaire Générale par intérim de la Préfecture du Bas-Rhin, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société GRAVIDAL SA par lettre recommandée avec avis de réception.

Une copie du présent arrêté est adressée au maire de Beinheim.

La Préfète,

Pour la Préfète et par délégation  
La Secrétaire Générale adjointe

Hélène MONTELLY